



# DELIBERATIONS

## PRESENTEES LORS DU

### CONSEIL MUNICIPAL

#### DU 21 DÉCEMBRE 2017

#### Hôtel de Ville de Noisy-le-Sec

Place du Maréchal-Foch  
93134 Noisy-le-Sec Cedex  
Tél. 01 49 42 66 00  
Fax : 01 48 43 70 96

[www.noisyselec.fr](http://www.noisyselec.fr)





### Conseil municipal du 21 décembre

DELIB_17_12_01	Direction des finances	Admission en non-valeur - exercice 2017
DELIB_17_12_02	Direction des finances	Contribution communale obligatoire relative aux dépenses de fonctionnement de l'école Sainte-Croix pour l'année 2017/2018
DELIB_17_12_03	Direction générale des services	Approbation du rapport d'évaluation des charges transférées à la Métropole du Grand Paris pour 2017
DELIB_17_12_04	Direction des finances	Approbation de la décision modificative n°2 relative au budget principal de la ville - Exercice 2017 (DM2-2017)
DELIB_17_12_05	Direction des finances	Ouverture de crédits d'investissement avant l'adoption du budget primitif (BP 2018) de la commune de Noisy-le-Sec - Section d'investissement
DELIB_17_12_06	Direction générale des services	Renouvellement des conventions de mise à disposition de services et de prises en charge des dépenses et des recettes pour l'année 2018
DELIB_17_12_07	Direction du développement urbain et économique	Cession d'un terrain sis 19 rue Jules Auffret, à Noisy-le-Sec, au profit de la société Green City Immobilier
DELIB_17_12_08	Direction de l'aménagement et du développement	Convention demise à disposition d'un local sis 1 rue Saint-Just au profit du syndicat intercommunal de production et livraison alimentaire de repas collectifs (SIPLARC)
DELIB_17_12_09	Direction des affaires juridiques et de la commande publique	Rapport d'activité du SIPPAREC
DELIB_17_12_10	Direction des affaires sociales de la santé de la famille et de la politique de la ville	Convention Club de Pouce 2017-2018
DELIB_17_12_11	Direction des affaires sociales de la santé de la famille et de la politique de la ville	Convention de partenariat avec l'association Unis Cité pour le projet "Famille en harmonie"
DELIB_17_12_12	Direction de la voirie et de la circulation	Approbation de la grille des tarifs revalorisés afférents aux frais engagés par la ville pour le ramassage des dépôts sauvages et le nettoyage de la voie publique
DELIB_17_12_13	Direction des ressources humaines	Modification du tableau des effectifs
VŒU	La santé n'est pas une marchandise mais un bien commun ! La Seine-Saint-Denis ne doit pas devenir le désert médical le plus proche de Paris	
VŒU	Nuisance et risque de pollutions emprise située rue de Neuilly	
VŒU	Maintien du service à domicile des personnes âgées du CCAS	

#### Hôtel de Ville de Noisy-le-Sec

Place du Maréchal-Foch  
93134 Noisy-le-Sec Cedex  
Tél. 01 49 42 66 00  
Fax : 01 48 43 70 96

[www.noisyselec.fr](http://www.noisyselec.fr)





**EXTRAIT**  
**du Registre des Délibérations du Conseil**  
**Municipal**

**N° ...2017/12-01**

**L'an deux mille dix-sept le jeudi 21 décembre à 19 h 30**, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 15 décembre 2017, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance** : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (à partir de 19:48), Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON (jusqu'à 19:55), Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD (à partir de 19:46), Olivier DELEU, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Maryvonne MOYA, Dulcinée AVRIL, Fadhil KORIMBOCUS, Emmanuel MERCIER, Ibrahim DIARRA, Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER, Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD.

**Absents ayant donné mandat :**

Élisabeth LEFEUVRE à Jean THARY  
Jennifer JOBARD à Souad TERKI  
Thomas FRANCESCHINI à Maryvonne MOYA  
Guillaume SALOMON à Alexandre BEN HAIM (à partir de 19:55)  
Saïd YAHIA-CHERIF à Nicole RIVOIRE  
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE  
Sarrah BEN ALI à Patricia BLANCHARD  
Emilie TOPSENT à Fadhil KORIMBOCUS  
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

Le quorum est atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

## 1 - DIRECTION DES FINANCES

### ADMISSION EN NON-VALEUR - EXERCICE 2017

**Rapporteur :** Monsieur Dref MENDACI

Le trésorier payeur de la ville de Noisy-le-Sec a adressé des états de produits communaux à proposer en admission en non-valeur.

Il est rappelé que le comptable public a la compétence exclusive de la mise en recouvrement des titres de la collectivité. Dans le cadre de cette mission, il lui appartient d'effectuer toutes les diligences nécessaires à cette fin.

Lorsque les procédures engagées n'ont pu aboutir au paiement de ces créances, celles-ci sont déclarées irrécouvrables et font l'objet d'une écriture en perte comptabilisée à l'article 6541 "Créances admises en non valeur".

Les états transmis laissent apparaître des créances irrécouvrées sur plusieurs années pour un montant total de 43 192,13€.

Il est proposé de passer en admission en non-valeur un montant partiel de 29 479,04€ réparti comme suit :

- Liste n° 2440070515 pour un montant partiel de 4 179,90€. Il s'agit de la totalité de la liste excepté les dossiers de surendettement et d'effacement de dettes pour un montant de 5 019,80€ qui feront l'objet de mandatement sur le compte 6542 :

- Année 2010 : 245,20 €
- Année 2011 : 1 466,66 €
- Année 2012 : 2 075,09 €
- Année 2013 : 186,14 €
- Année 2014 : 133,31 €
- Année 2015 : 73,50 €

- Liste n° 2593530515 pour un montant partiel de 9 345,64 € relatif aux années 2005 à 2013 :

- Année 2005 : 191,80 €
- Année 2006 : 169,20 €
- Année 2007 : 392,78 €
- Année 2009 : 226,14 €
- Année 2010 : 1 846,42 €
- Année 2011 : 2 895,92 €
- Année 2012 : 2 980,08 €
- Année 2013 : 643,30 €

- Liste n° 2697440515 pour un montant partiel de 6 939,08 € relatif aux années 2010 à 2013 :

- Année 2010 : 147,00 €
- Année 2011 : 1 487,81 €
- Année 2012 : 2 567,18 €
- Année 2013 : 2 737,09 €

- Liste n° 2714270515 pour un montant partiel de 9 014,42 € relatif aux années 2007 à 2013 :

- Année 2007 : 1 571,22 €
- Année 2009 : 4 030,28 €
- Année 2010 : 1 185,01 €
- Année 2011 : 1 136,45 €
- Année 2012 : 761,75 €
- Année 2013 : 329,71 €



# D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L

Envoyé en préfecture le 05/01/2018  
Reçu en préfecture le 05/01/2018  
Affiché le 02/01/2018  
ID : 093-219300530-20171229-DELIB\_17\_12\_01-DE

Certes, ces montants représentent une dépense pour le budget de la ville mais cet effort de clarification budgétaire permet à la commune d'apurer les créances devenues irrécouvrables.

Il est donc demandé au conseil d'approuver l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables sur plusieurs années pour un montant de 29 479,04 €.

## DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, Vu le code général des impôts,  
Vu les états produits par le trésorier, concernant le non recouvrement de certaines recettes, Considérant que ces recettes sont irrécouvrables,

La commission des finances consultée, DELIBERE

### Article 1 :

Décide l'admission en non valeur des créances irrécouvrées sur plusieurs années pour un montant de 29 479,04 €, répartis comme suit :

- Liste n° 2440070515 pour un montant partiel de 4 179,90€ hors dossiers de surendettement:
- Année 2010 : 245,20 €
- Année 2011 : 1 466,66 €
- Année 2012 : 2 075,09 €
- Année 2013 : 186,14 €
- Année 2014 : 133,31 €
- Année 2015 : 73,50 €
- Liste n° 2593530515 pour un montant partiel de 9 345,64 € :
- Année 2005 : 191,80 €
- Année 2006 : 169,20 €
- Année 2007 : 392,78 €
- Année 2009 : 226,14 €
- Année 2010 : 1 846,42 €
- Année 2011 : 2 895,92 €
- Année 2012 : 2 980,08 €
- Année 2013 : 643,30 €
- Liste n° 2697440515 pour un montant partiel de 6 939,08 € :
- Année 2010 : 147,00 €
- Année 2011 : 1 487,81 €
- Année 2012 : 2 567,18 €
- Année 2013 : 2 737,09 €
- Liste n° 2714270515 pour un montant partiel de 9 014,42 € :
- Année 2007 : 1 571,22 €
- Année 2009 : 4 030,28 €
- Année 2010 : 1 185,01 €
- Année 2011 : 1 136,45 €
- Année 2012 : 761,75 €
- Année 2013 : 329,71 €

Ces montants correspondent essentiellement à des restes à recouvrer inférieurs au seuil de poursuite et à des combinaisons de recherches infructueuses d'actes.

# D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L

Envoyé en préfecture le 05/01/2018

Reçu en préfecture le 05/01/2018

Affiché le 02/01/2018

ID : 093-219300530-20171229-DELIB\_17\_12\_01-DE

## Article 2 :

Dit que ces dépenses, d'un montant de 29 479,04 € sont prévues au Budget, chapitre 65, article 6541 "créances admises en non valeur".

## Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

**UNANIMITÉ**



La délibération est adoptée

Le Maire

Laurent Rivoire



**EXTRAIT**  
**du Registre des Délibérations du Conseil**  
**Municipal**

**N° ...2017/12-02**

**L'an deux mille dix-sept le jeudi 21 décembre à 19 h 30**, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 15 décembre 2017, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance** : Mmes, Milles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (à partir de 19:48), Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON (jusqu'à 19:55), Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD (à partir de 19:46), Olivier DELEU, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Maryvonne MOYA, Dulcinée AVRIL, Fadhil KORIMBOCUS, Emmanuel MERCIER, Ibrahim DIARRA, Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER, Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD.

**Absents ayant donné mandat :**

Élisabeth LEFEUVRE à Jean THARY  
Jennifer JOBARD à Souad TERKI  
Thomas FRANCESCHINI à Maryvonne MOYA  
Guillaume SALOMON à Alexandre BEN HAIM (à partir de 19:55)  
Saïd YAHIA-CHERIF à Nicole RIVOIRE  
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE  
Sarrah BEN ALI à Patricia BLANCHARD  
Emilie TOPSENT à Fadhil KORIMBOCUS  
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

Le quorum est atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.



## 2 - DIRECTION DES FINANCES

### CONTRIBUTION COMMUNALE OBLIGATOIRE RELATIVE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'ÉCOLE SAINTE-CROIX POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2017/2018.

**Rapporteur :** Monsieur Dref MENDACI

Aux termes de l'article L442-5 du Code de l'éducation, «les dépenses de fonctionnement des classes sous contrat sont prises en charge dans les mêmes conditions que celles des classes correspondantes de l'enseignement public».

L'école privée Sainte Croix a conclu avec l'État un contrat d'association à l'enseignement public en date du 18 octobre 2004 et dénombre pour l'année scolaire 2017/2018, 117 élèves.

Il est proposé de reconduire le montant forfaitaire de 618 euros par élève de l'année scolaire 2016/2017 pour l'année scolaire 2017/2018.

Par conséquent, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le versement de la contribution forfaitaire annuelle obligatoire pour l'année scolaire 2017/2018 à l'école privée Sainte-Croix pour un montant de 72 306 euros.

### **DELIBERATION**

Le conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2321-2, Vu le Code de l'éducation et notamment en son article L. 442-5 alinéa 4,

Vu la circulaire en date du 27 août 2007 relative aux modifications apportées par la loi relative aux libertés et responsabilités locales en matière de financement par les communes des écoles privées sous contrat,

Vu le contrat d'association à l'enseignement public en date du 18 octobre 2004, conclu entre l'État et l'école privée Sainte Croix,

Considérant que l'école Sainte-Croix dénombre pour l'année scolaire 2017/2018, 117 élèves,

Considérant que l'estimation du coût moyen d'un élève est fixée à 618 euros pour l'année scolaire 2016/2017, a été reconduite pour l'année 2017/2018,

La Commission des finances consultée, DELIBERE

#### Article 1:

Approuve le versement de la contribution communale obligatoire relative aux dépenses de fonctionnement de l'école Sainte-Croix, ayant son siège, sis 55 rue Henri Barbusse à Noisy-le-Sec, pour l'année scolaire 2017/2018 pour un montant de 72 306 euros.

#### Article 2:

Dit que les crédits correspondants sont prévus au budget de la Ville, chapitre 65.

#### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

<b>ABSTENTION</b>	<b>1</b>	<b>Gilles Garnier</b>
<b>POUR :</b>	<b>37</b>	<b>MAJORITÉ MUNICIPALE, GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN », Corinne Bord</b>
<b>CONTRE :</b>	<b>5</b>	<b>GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »</b>



La délibération est adoptée  
 Le Maire  
 Laurent Rivoire



**EXTRAIT**  
**du Registre des Délibérations du Conseil**  
**Municipal**

**N° ...2017/12-03**

**L'an deux mille dix-sept le jeudi 21 décembre à 19 h 30**, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 15 décembre 2017, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance** : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (à partir de 19:48), Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON (jusqu'à 19:55), Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD (à partir de 19:46), Olivier DELEU, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Maryvonne MOYA, Dulcinée AVRIL, Fadhil KORIMBOCUS, Emmanuel MERCIER, Ibrahim DIARRA, Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER, Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD.

**Absents ayant donné mandat :**

Élisabeth LEFEUVRE à Jean THARY  
Jennifer JOBARD à Souad TERKI  
Thomas FRANCESCHINI à Maryvonne MOYA  
Guillaume SALOMON à Alexandre BEN HAIM (à partir de 19:55)  
Saïd YAHIA-CHERIF à Nicole RIVOIRE  
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE  
Sarrah BEN ALI à Patricia BLANCHARD  
Emilie TOPSENT à Fadhil KORIMBOCUS  
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

Le quorum est atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.



## **3 - DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES**

### **APPROBATION DU RAPPORT D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES À LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS POUR 2017**

**Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI**

La Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) instituée entre la Métropole du Grand Paris et ses communes membres réunie le 4 octobre 2017 a approuvé le rapport 2017 d'évaluation des charges transférées à la métropole du Grand Paris.

Considérant que la métropole du Grand Paris n'a pas encore déterminé d'intérêt métropolitain au 25 septembre 2017, et que la majeure partie des transferts aura lieu de manière opérationnelle à compter de 2018, la CLECT a fait le choix de mener le travail d'évaluation des charges relatives aux compétences de manière coordonnée à compter de 2018 pour éviter plusieurs sollicitations des communes. En conséquence, la CLECT décide que le travail d'évaluation des charges retenues au titre des compétences de la métropole débutera en 2018. Dans l'attente, les attributions de compensation des communes sont maintenues pour le seul volet « fiscalité » en 2017.

Le travail d'évaluation des charges transmises à la Métropole au titre des compétences exercées a débuté en septembre 2017. Une évaluation est attendue au plus tard pour le 30 septembre 2018. Dans l'attente, les attributions de compensation sont maintenues à leur niveau initial :

- Le montant d'attributions de compensation préalablement fixé pour les communes préalablement en EPCI à fiscalité professionnelle unique,
- Le montant de la fiscalité économique transférée à la création de la Métropole pour les communes préalablement isolées ou en EPCI à fiscalité additionnelle.

Conformément à l'article 1609 nonies C du CGI, Le Président de la CLECT, Monsieur Denis BADRE, Conseiller métropolitain délégué aux questions fiscales et financières, a transmis à la commune le rapport d'évaluation pour 2017 le 10 octobre 2017, pour adoption par le Conseil Municipal. Pour rappel, ce rapport est approuvé à la majorité qualifiée des conseils municipaux prévue au premier alinéa du II de l'article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales, dans un délai de trois mois à compter de sa transmission. A défaut d'approbation du rapport dans les conditions susmentionnées, le coût net des charges transférées est constaté par arrêté du représentant de l'État dans le département.

Il est donc proposé au conseil municipal d'approuver ce rapport.

#### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 5211-5, L. 5211-17, L. 5219-1 et L. 5219-5 X,

Vu les dispositions de l'article 1609 nonies C IV du Code Général des Impôts,

Vu les délibérations du conseil de la Métropole du Grand Paris en date du 1<sup>er</sup> avril 2016 et du 19 octobre 2017,

Vu le rapport de la CLECT métropolitaine pour 2017 transmis le 10 octobre 2017 par le Président de la CLECT,

Considérant la nécessité d'approuver ce rapport, DELIBERE

Article 1 :

Approuve le rapport d'évaluation des charges transférées à la Métropole du Grand Paris pour 2017.

# DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL

Envoyé en préfecture le 05/01/2018  
Reçu en préfecture le 05/01/2018  
Affiché le 02/01/2018  
ID : 093-219300530-20171221-2017\_12\_03-DE

## Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

<b>ABSTENTION</b>	<b>5</b>	<b>GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »</b>
<b>POUR :</b>	<b>37</b>	<b>MAJORITÉ MUNICIPALE, GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN », Corinne Bord</b>
<b>CONTRE :</b>	<b>1</b>	<b>Christiane Del Pozo</b>



La délibération est adoptée

Le Maire

Laurent Rivoire

# D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L



Envoyé en préfecture le 05/01/2018  
Reçu en préfecture le 05/01/2018  
Affiché le 02/01/2018  
ID : 093-219300530-20171221-2017\_12\_04-DE

## **EXTRAIT** **du Registre des Délibérations du Conseil** **Municipal**

**N° ...2017/12-04**

**L'an deux mille dix-sept le jeudi 21 décembre à 19 h 30**, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 15 décembre 2017, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance :** Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (à partir de 19:48), Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON (jusqu'à 19:55), Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD (à partir de 19:46), Olivier DELEU, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Maryvonne MOYA, Dulcinée AVRIL, Fadhil KORIMBOCUS, Emmanuel MERCIER, Ibrahim DIARRA, Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER, Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD.

### **Absents ayant donné mandat :**

Élisabeth LEFEUVRE à Jean THARY  
Jennifer JOBARD à Souad TERKI  
Thomas FRANCESCHINI à Maryvonne MOYA  
Guillaume SALOMON à Alexandre BEN HAIM (à partir de 19:55)  
Saïd YAHIA-CHERIF à Nicole RIVOIRE  
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE  
Sarrah BEN ALI à Patricia BLANCHARD  
Emilie TOPSENT à Fadhil KORIMBOCUS  
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

Le quorum est atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.



#### 4 DIRECTION DES FINANCES

#### APPROBATION DE LA DÉCISION MODIFICATIVE N.2 RELATIVE AU BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE - EXERCICE 2017 - (DM2-2017)

**Rapporteur :** Monsieur Dref MENDACI

Le Budget Primitif 2017 de la ville a été adopté lors du conseil municipal du 19 janvier 2017. Le Compte Administratif 2016 a été adopté lors du conseil municipal du 22 juin 2017.

L'affectation du résultat a été présentée au conseil municipal du 20 septembre 2017.

La Décision Modificative n.1 a été adoptée lors du conseil municipal du 09 novembre 2017.

La Décision Modificative n°2 (DM-2) proposée s'équilibre au total à hauteur de 208 700,00 euros, en Recettes comme en Dépenses, dont une diminution des crédits de 134 572,00 euros en Investissement et d'une augmentation de 343 272,00 euros en Fonctionnement.

Au vu de ces éléments et des informations complémentaires recensées aujourd'hui, il convient de procéder à des ajustements budgétaires.

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver cette DM n°2.

Le détail de chaque section peut se résumer dans le tableau présenté ci-après :

Chapitre / Article	Section d'investissement	Dépenses	Recettes
10-10222	FCTVA		-321 744,00
13-1336	Participation pour voirie réseau	-50 000,00	
13-1346	Participation pour non réalisation d'aire de stationnement	6 673,00	
16-1641	Emprunts en euros	- 150 000,00	
21-21534	Réseaux d'électrification	+ 50 000,00	
23-2315	Installation, matériel et outillage technique	- 9 007,00	
040-13911	Etat et établissements nationaux	17 762,00	
021-01	Virement de la section de fonctionnement		187 172,00
	<b>Total de la section d'investissement</b>	<b>- 134 572,00</b>	<b>- 134 572,00</b>
Chapitre / Article	Section de fonctionnement	Dépenses	Recettes
65-657363	A caractère administratif	6 100,00	
66-6688	Autres (indemnités d'emprunt)	150 000,00	
73-73223	Fonds pér. Ress. Com. et Interco.		- 57 234,00
74-744	FCTVA		321 744,00
77-7718	Aut.Prod.Excep.sur Op.de Gest.		61 000,00
042-777	Quote part subvention invest.		17 762,00
023-01	Virement à la section d'investissement	187 172,00	
	<b>Total de la section de fonctionnement</b>	<b>343 272,00</b>	<b>343 272,00</b>

Il est proposé de voter la décision modificative n°2 dans les conditions ci-dessus mentionnées. La Décision Modificative n°2 du budget principal de la Ville s'établit dans les conditions d'équilibre suivantes :

Dépenses	Recettes	Solde	Cumul	Dépenses	Recettes
----------	----------	-------	-------	----------	----------

# D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L

Envoyé en préfecture le 05/01/2018  
 Reçu en préfecture le 05/01/2018  
 Affiché le 02/01/2018  
 ID : 093-219300530-20171221-2017\_12\_04-DE

208 700,00	208 700,00	0	Total	113 732 251,39	113 732 251,39
-134 572,00	- 134 572,00	0	Investissement	35 376 864,88	35 376 864,88
343 272,00	343 272,00	0	Fonctionnement	78 355 386,51	78 355 386,51
			Réel	103 725 696,88	103 725 696,88
			Ordre	10 006 554,51	10 006 554,51

## DELIBERATION

Le Conseil Municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n° 2017-01-03 portant approbation du Budget Primitif 2017,

Vu la délibération n° 2017-06-07 portant approbation du Compte Administratif 2016, Vu l'affectation du résultat 2016,

Vu la délibération n°2017-09-02 portant approbation de la Décision Modificative n°1 2017, Considérant la nécessité de procéder à des réajustements budgétaires,

La commission des finances consultée, DELIBERE

Article 1 :

Approuve la décision modificative n°2 du budget de la ville dans les conditions d'équilibre suivantes :

Sections	Dépenses	Recettes
Investissement	- 134 572,00	- 134 572,00
Fonctionnement	343 272,00	343 272,00
<b>Total</b>	<b>208 700,00</b>	<b>208 700,00</b>

La présentation par chapitre s'établit comme suit :

Section d'investissement		
Dépenses	Libellé	En euros
13-1336	Participation pour voirie réseau	- 50 000,00
13-1346	Participation pour non réalisation d'aire de stationnement	6 673,00
16-1641	Emprunts en euros	- 150 000,00
21-21534	Réseaux d'électrification	+ 50 000,00
23-2315	Installation, matériel et outillage technique	- 9 007,00
040-13911	État et établissements nationaux	17 762,00
<b>Total des dépenses d'investissement</b>		<b>- 134 572,00</b>
Recettes	Libellé	En euros
10-10222	FCTVA	-321 744,00
021-01	Virement de la section de fonctionnement	187 172,00
<b>Total des recettes d'investissement</b>		<b>- 134 572,00</b>



# D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L

Envoyé en préfecture le 05/01/2018  
 Reçu en préfecture le 05/01/2018  
 Affiché le 02/01/2018  
 ID : 093-219300530-20171221-2017\_12\_04-DE

Section de fonctionnement		
Dépenses	Libellé	En euros
65-657363	A caractère administratif	6 100,00
66-6688	Autres (indemnités d'emprunt)	150 000,00
023-01	Virement à la section d'investissement	187 172,00
<b>Total des dépenses de fonctionnement</b>		<b>343 272,00</b>
Recettes	Libellé	En euros
73-73223	Fonds pér. Ress. Com. et Interco.	- 57 234,00
74-744	FCTVA	321 744,00
77-7718	Aut.Prod.Excep.sur Op.de Gest.	61 000,00
042-777	Quote part subvention invest.	17 762,00
<b>Total des recettes de fonctionnement</b>		<b>343 272,00</b>

La balance du budget s'établit comme suit :

Sections	Dépenses	Recettes
<b>Total Budget</b>	113 732 251,39	113 732 251,39
Investissement	35 376 864,88	35 376 864,88
BP 2017	19 091 003,00	19 091 003,00
DM 1	16 420 433,88	16 420 433,88
Dont Reports 2016	8 080 991,24	2 928 828,44
DM 2	- 134 572,00	- 134 572,00
Fonctionnement	78 355 386,51	78 355 386,51
BP 2017	71 014 309,00	71 014 309,00
DM 1	6 997 805,51	6 997 805,51
DM 2	343 272,00	343 272,00

## Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

**ABSTENTION            4    GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN »**  
**POUR :                    32   MAJORITÉ MUNICIPALE**  
**CONTRE :                7    GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE » ,**  
**Corinne Bord**



La délibération est adoptée

Le Maire

Laurent Rivoire



**EXTRAIT**  
**du Registre des Délibérations du Conseil**  
**Municipal**

**N° ...2017/12-05**

**L'an deux mille dix-sept le jeudi 21 décembre à 19 h 30**, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 15 décembre 2017, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance :** Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (à partir de 19:48), Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON (jusqu'à 19:55), Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD (à partir de 19:46), Olivier DELEU, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Maryvonne MOYA, Dulcinée AVRIL, Fadhil KORIMBOCUS, Emmanuel MERCIER, Ibrahim DIARRA, Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER, Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD.

**Absents ayant donné mandat :**

Élisabeth LEFEUVRE à Jean THARY  
Jennifer JOBARD à Souad TERKI  
Thomas FRANCESCHINI à Maryvonne MOYA  
Guillaume SALOMON à Alexandre BEN HAIM (à partir de 19:55)  
Saïd YAHIA-CHERIF à Nicole RIVOIRE  
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE  
Sarrah BEN ALI à Patricia BLANCHARD  
Emilie TOPSENT à Fadhil KORIMBOCUS  
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

Le quorum est atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer

## 5 - DIRECTION DES FINANCES

### OUVERTURE DE CRÉDITS D'INVESTISSEMENT AVANT L'ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF (BP 2018) DE LA COMMUNE DE NOISY-LE-SEC - SECTION D'INVESTISSEMENT

**Rapporteur :** Monsieur Dref MENDACI

Le code général des collectivités territoriales prévoit que le Budget d'une commune doit être voté avant le 15 avril (art. L.1612-1 et s.CGCT)

Pour permettre aux communes de continuer à agir avant cette date, il est prévu deux dispositifs :

- Pour le fonctionnement : l'engagement automatique par douzième ;
- Pour l'investissement : l'article 1612 alinéa 1 CGCT prévoit que le Maire est en droit d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette, sous réserve d'y avoir été préalablement autorisé par le Conseil Municipal, qui devra également préciser le montant et l'affectation des crédits ainsi utilisés.

Ces crédits sont inscrits au budget lors de son adoption; ils peuvent ne pas être inscrits si le Conseil Municipal décide de ne pas réaliser l'opération.

Afin de pouvoir mandater certaines dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2018, il est proposé de voter les enveloppes ci dessous :

Section d'investissement – Détail des dépenses			
Chap./Art	Libellé	Pour mémoire Budget Primitif 2017	Montant autorisé dans le limite des 25 %
<b>20</b>	<b>Immobilisation incorporelles (sauf opérations et 204)</b>	<b>400 000</b>	<b>100 000</b>
2031	Frais d'études	110 000	27 500
2051	Concessions, droits similaires	290 000	72 500
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>75 000</b>	<b>18 750</b>
204181	Biens mobil.,matériel & étude	65 000	16 250
20422	Bâtiments et installations	10 000	2 500
<b>21</b>	<b>Immobilisation corporelles</b>	<b>6 408 265</b>	<b>1 602 066</b>
2121	Plan.d'arbres et d'arbustes	35 000	8 750
21312	Bâtiments scolaires	766 465	191 616
21316	Équipements du cimetière	50 000	12 500
21318	Autres bâtiments publics	1 326 800	331 700
2135	Instal.Gén.,Ag.,Am.des Const.	300 000	75 000
2138	Autres constructions	3 005 000	751 250
2152	Installations de voirie	45 000	11 250
21538	Autres réseaux	252 000	63 000
2158	Autres inst.mat.outil.techn.	293 781	73 445
2182	Matériel de transport	75 000	18 750
2183	Mat.de bureau et Mat.Inform.	190 000	47 500
2184	Mobilier	69 219	13 704
<b>23</b>	<b>Immobilisation en cours</b>	<b>573 000</b>	<b>143 250</b>



# D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L

-----

Envoyé en préfecture le 05/01/2018  
Reçu en préfecture le 05/01/2018  
Affiché le 02/01/2018  
ID : 093-219300530-20171221-2017\_12\_05-DE

2315	Instal.,Mat.et Out.Tech.	573 000	143 250
<b>Total des dépenses d'investissement</b>		<b>7 456 265</b>	<b>1 864 066</b>

## DELIBERATION

Le Conseil municipal,

Vu, le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 1612-1,

Considérant, que les dépenses nouvelles d'investissement devront être engagées, liquidées et mandatées avant l'adoption du budget primitif 2018,

Sur proposition du monsieur le Maire, La commission des finances consultée, DELIBERE

### Article 1 :

Autorise monsieur le Maire à procéder à l'ouverture des crédits de la section d'investissement dans la limite de 25% du budget de l'année précédente comme détaillés ci-dessous :

Section d'investissement – Détail des dépenses			
Chap./Art	Libellé	Pour mémoire Budget Primitif 2017	Montant autorisé dans le limite des 25 %
<b>20</b>	<b>Immobilisation incorporelles (sauf opérations et 204)</b>	<b>400 000</b>	<b>100 000</b>
2031	Frais d'études	110 000	27 500
2051	Concessions, droits similaires	290 000	72 500
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>75 000</b>	<b>18 750</b>
204181	Biens mobil.,matériel & étude	65 000	16 250
20422	Bâtiments et installations	10 000	2 500
<b>21</b>	<b>Immobilisation corporelles</b>	<b>6 408 265</b>	<b>1 602 066</b>
2121	Plan.d'arbres et d'arbustes	35 000	8 750
21312	Bâtiments scolaires	766 465	191 616
21316	Équipements du cimetière	50 000	12 500
21318	Autres bâtiments publics	1 326 800	331 700
2135	Instal.Gén.,Ag.,Am.des Const.	300 000	75 000
2138	Autres constructions	3 005 000	751 250
2152	Installations de voirie	45 000	11 250
21538	Autres réseaux	252 000	63 000
2158	Autres inst.mat.outil.techn.	293 781	73 445
2182	Matériel de transport	75 000	18 750
2183	Mat.de bureau et Mat.Inform.	190 000	47 500
2184	Mobilier	69 219	13 704
<b>23</b>	<b>Immobilisation en cours</b>	<b>573 000</b>	<b>143 250</b>
2315	Instal.,Mat.et Out.Tech.	573 000	143 250
<b>Total des dépenses d'investissement</b>		<b>7 456 265</b>	<b>1 864 066</b>

## DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL

-----

Envoyé en préfecture le 05/01/2018  
Reçu en préfecture le 05/01/2018  
Affiché le 02/01/2018  
ID : 093-219300530-20171221-2017\_12\_05-DE

### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

<b>ABSTENTION</b>	<b>11</b>	<b>GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE » GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN », Corinne Bord</b>
<b>POUR :</b>	<b>32</b>	<b>MAJORITÉ MUNICIPALE</b>

**La délibération est adoptée**



**Le Maire**

**Laurent Rivoire**





**EXTRAIT**  
**du Registre des Délibérations du Conseil**  
**Municipal**

**N° ...2017/12-06**

**L'an deux mille dix-sept le jeudi 21 décembre à 19 h 30**, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 15 décembre 2017, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance** : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (à partir de 19:48), Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON (jusqu'à 19:55), Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD (à partir de 19:46), Olivier DELEU, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Maryvonne MOYA, Dulcinée AVRIL, Fadhil KORIMBOCUS, Emmanuel MERCIER, Ibrahim DIARRA, Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER, Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD.

**Absents ayant donné mandat :**

Élisabeth LEFEUVRE à Jean THARY  
Jennifer JOBARD à Souad TERKI  
Thomas FRANCESCHINI à Maryvonne MOYA  
Guillaume SALOMON à Alexandre BEN HAIM (à partir de 19:55)  
Saïd YAHIA-CHERIF à Nicole RIVOIRE  
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE  
Sarrah BEN ALI à Patricia BLANCHARD  
Emilie TOPSENT à Fadhil KORIMBOCUS  
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

Le quorum est atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer

## **6 - DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES**

### **RENOUVELLEMENT DES CONVENTIONS DE MISE À DISPOSITION DE SERVICES ET DE PRISES EN CHARGE DES DÉPENSES ET DES RECETTES POUR L'ANNÉE 2018**

**Rapporteur** : Madame Marie-Rose HARENGER

Par délibération du 13 décembre 2011, rendue exécutoire le 21 décembre 2011, le Conseil communautaire a procédé à la déclaration d'intérêt communautaire, conformément aux dispositions de l'article L. 5216-5-III du Code général des collectivités territoriales, des compétences suivantes :

- Aménagement de l'espace communautaire ;
- Développement économique ;
- Équilibre social de l'Habitat ;
- Politique de la ville ;
- Construction, aménagement entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire ;
- Action sociale d'intérêt communautaire.

La loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015 a prévu la transformation de la Communauté d'agglomération Est Ensemble en Établissement public territorial de la Métropole du Grand Paris au 1<sup>er</sup> janvier 2016 par décret n° 2015-1661 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Romainville.

Les services responsables de la mise en œuvre des compétences ci-dessus ont été transférés de la commune de Noisy-le-Sec à l'Établissement public territorial Est Ensemble, selon les périmètres actés par l'ensemble des collectivités concernées.

Cependant, afin de préserver la bonne organisation des services, certains services qui participent indirectement à la mise en œuvre des compétences ci-dessus ont été mis à disposition de l'Établissement public territorial (article L5211-4-1 (II) du CGCT). Par ailleurs, la mise en œuvre de leurs missions nécessite de préciser les relations conventionnelles entre la Ville et le Territoire, s'agissant de l'exécution des dépenses et des recettes.

Tel est l'objet d'une convention de mise à disposition de services adoptée par les communes membres et l'Établissement public territorial par délibération du Conseil de territoire du 19 décembre 2017.

Les deux projets de convention concernés par la présente délibération permettent d'encadrer l'ensemble de ces mises à disposition et de leur modalités de mise en œuvre, et de tenir compte de l'évolution dans le temps des périmètres d'action concernés.

Plus spécifiquement, la convention de prise en charge des dépenses et recettes autorise la commune de Noisy-le-Sec à poursuivre au cours de la période de mise à disposition des services :

- L'exécution de dépenses nécessaires au fonctionnement des services mis à disposition par la commune, non prévues par la convention de mise à disposition de services entre l'Établissement public territorial et la Commune – année 2018, N°1-MADS-2018,
- L'exécution de dépenses nécessaires et la perception de recettes liées à l'exercice du service public, dans le cadre des régies de recettes de la piscine et du conservatoire transférés, au cours de la période de mise à disposition.

Les montants dépensés et recouverts au titre de cette convention par la commune de Noisy-le-Sec font l'objet d'une refacturation et d'un reversement à l'Établissement public territorial.

Il est donc demandé au Conseil Municipal d'approuver les deux projets de conventions joints au présent projet de délibération.

DELIBERATION

Le Conseil,



# D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L

-----

Envoyé en préfecture le 05/01/2018  
Reçu en préfecture le 05/01/2018  
Affiché le 02/01/2018  
ID : 093-219300530-20171221-2017\_12\_06-DE

Vu le Code Général des collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 5211-1 et suivants, Vu la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015,  
Vu la délibération du 13 décembre 2011 du Conseil Communautaire précisant les compétences transférables à la Communauté d'Agglomération

Vu les projets de conventions de prise en charge des dépenses et des recettes liées aux services mis à disposition entre l'établissement public territorial Est Ensemble et la commune de Noisy-le-Sec pour l'année 2018, et de mise à disposition de services pour la même période,

Considérant que la présente convention a pour objectif d'organiser la gestion des compétences transférées entre la Ville et l'Établissement public territorial,

## DELIBERE

### Article 1

Approuve les termes de la convention de prise en charge des dépenses et des recettes liées aux services mis à disposition entre l'établissement public territorial Est Ensemble et la commune de Noisy-le-Sec pour l'année 2018.

### Article 2

Approuve les termes de la convention de mise à disposition de services pour l'année 2018.

### Article 3

Précise que cette convention est conclue pour une durée de 12 mois à compter du 1er janvier 2018.

### Article 4

Autorise le Maire, ou son représentant, à signer les conventions et éventuels avenants ainsi qu'à effectuer toutes les démarches administratives qui seront requises et à signer l'ensemble des actes administratifs et contractuels nécessaires à l'exécution de cette délibération.

### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

## UNANIMITÉ



**La délibération est adoptée**

**Le Maire**

**Laurent Rivoire**



**EXTRAIT**  
**du Registre des Délibérations du Conseil**  
**Municipal**

**N° ...2017/12-07**

**L'an deux mille dix-sept le jeudi 21 décembre à 19 h 30**, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 15 décembre 2017, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance** : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (à partir de 19:48), Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON (jusqu'à 19:55), Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD (à partir de 19:46), Olivier DELEU, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Maryvonne MOYA, Dulcinée AVRIL, Fadhil KORIMBOCUS, Emmanuel MERCIER, Ibrahim DIARRA, Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER, Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD.

**Absents ayant donné mandat :**

Élisabeth LEFEUVRE à Jean THARY  
Jennifer JOBARD à Souad TERKI  
Thomas FRANCESCHINI à Maryvonne MOYA  
Guillaume SALOMON à Alexandre BEN HAIM (à partir de 19:55)  
Saïd YAHIA-CHERIF à Nicole RIVOIRE  
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE  
Sarrah BEN ALI à Patricia BLANCHARD  
Emilie TOPSENT à Fadhil KORIMBOCUS  
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

Le quorum est atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer



## **7 - DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT URBAIN ET ÉCONOMIQUE**

### **CESSION D'UN TERRAIN SIS 19 RUE JULES AUFFRET, À NOISY-LE-SEC, AU PROFIT DE LA SOCIÉTÉ GREEN CITY IMMOBILIER**

**Rapporteur :** Madame Yveline JEN

Comme prévu dans son Plan Local d'Urbanisme et plus particulièrement dans son Projet d'Aménagement et de Développement Durables, la Ville de Noisy-le-Sec est porteuse d'opérations d'aménagement et d'urbanisme participant à l'effort de construction de logements neufs sur son territoire et emprunt d'ambition architecturale, urbaine et paysagère.

En cohérence avec cette orientation, la Ville a organisé, du 05 au 30 juin 2015, une consultation restreinte auprès de six opérateurs immobiliers afin de valoriser un terrain situé au 19 rue Jules Auffret. Cette consultation fixait notamment des objectifs portant sur la qualité architecturale, l'insertion urbaine et le traitement paysager du projet. A l'issue de la consultation, l'opérateur GREEN CITY IMMOBILIER a été retenu avec un projet de 17 logements en accession libre.

Ainsi, le Conseil Municipal, le 19 novembre 2015, a validé la signature d'un protocole visant à la finalisation de cette opération. Il concerne la création d'une offre de logements neufs en accession à la propriété.

La signature de ce protocole a permis la mise en œuvre des divers processus administratifs nécessaires à la mise en œuvre de ce dossier. Le Conseil Municipal a notamment validé, le 20 septembre 2017, le déclassement de cette parcelle. Par ailleurs, les études géotechniques réalisées sur le site ont permis de valider ensuite le montage opérationnel et financier envisagé conjointement par la Ville et l'opérateur retenu.

Ces différentes procédures administratives étant aujourd'hui arrivées à leur terme, il convient aujourd'hui de finaliser l'exécution de ce protocole par la cession de l'emprise à l'opérateur immobilier.

Conformément au protocole foncier signé le 06 janvier 2016, cette cession, sera effectuée au prix de 575 000 € H.T., au profit de la société GREEN CITY IMMOBILIER. Ce prix sera majoré du montant de la TVA selon le taux applicable au jour du paiement du prix et sera à l'entière charge de l'acquéreur.

Il est donc demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser la cession de l'emprise sise 19 rue Jules Auffret à Noisy-le-Sec, cadastrée section R n°170, au profit de la société GREEN CITY IMMOBILIER ou de toute autre société immobilière créée à l'initiative de cet opérateur en vue de la réalisation du programme immobilier concerné, au prix de 575 000 Euros H.T.,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, toutes les pièces ou acte nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2121-29,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment les articles L. 2221-1 et suivants,

Vu la délibération n° 2015/11-06, en date du 19 novembre 2015, portant sur l'approbation du projet de protocole foncier entre la Ville de Noisy-le-Sec et la société GREEN CITY IMMOBILIER relatif à la cession du terrain sis 19 rue Jules Auffret à Noisy-le-Sec,

Vu la délibération n°2017/09-09, en date du 20 septembre 2017, portant sur la désaffectation et le déclassement de l'aire de jeux sise 19 rue Jules Auffret à Noisy-le-Sec,

Vu le dossier de consultation, en date du 29 mai 2015, portant sur la valorisation d'une emprise communale située 19 rue Jules Auffret à Noisy-le-Sec, imposant une protection des cœurs d'îlot ainsi qu'une diversité des formes urbaines,



# D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L

Envoyé en préfecture le 05/01/2018  
Reçu en préfecture le 05/01/2018  
Affiché le 02/01/2018  
ID : 093-219300530-20171221-17\_02\_07-DE

Vu le protocole foncier entre la Ville-de Noisy-le-Sec et la société GREEN CITY IMMOBILIER, en date du 06 janvier 2016, relatif à la cession d'un terrain sis 19 rue Jules Auffret à Noisy-le-Sec,

Vu la prorogation du protocole foncier sus mentionné, en date du 03 mars 2017, prolongeant le protocole au 31 décembre 2017,

Vu l'avis de France Domaine en date du 22 novembre 2017,

Considérant qu'à l'issue de la consultation menée du 05 au 30 juin 2015 auprès de six opérateurs immobiliers, la société GREEN CITY IMMOBILIER a été retenue par la Ville,

Considérant le projet de construction élaboré par la société GREEN CITY IMMOBILIER, en partenariat avec la Ville, prévoyant la construction de 17 logements en accession libre, pour une surface de plancher d'environ 1 040 m<sup>2</sup>,

Considérant que la Ville et l'opérateur partenaire ont mis en œuvre les dispositions du protocole foncier signé le 06 janvier 2016, en application de la délibération du Conseil Municipal du 19 novembre 2015 et qu'il convient, en conséquence, d'en assurer aujourd'hui la finalisation,

Considérant que la domanialité publique de l'emprise a nécessité la tenue d'une procédure spécifique de désaffectation et de déclassement, procédure approuvée par une délibération du Conseil Municipal en date du 20 septembre 2017,

Considérant que ce projet de construction participe aux orientations et aux objectifs définis par la Ville dans son Plan Local d'Urbanisme, par la création d'une offre de logements neufs sur un terrain aujourd'hui désaffecté,

Considérant que cette emprise fait désormais partie du domaine privé de la Commune, il convient dès lors d'acter des modalités de sa cession,

## DELIBERE

### Article 1

Autorise la cession de l'emprise sise 19 rue Jules Auffret, à Noisy-le-Sec, cadastrée section R n°170, au profit de la société GREEN CITY IMMOBILIER ou de toute autre société immobilière créée à l'initiative de cet opérateur en vue de la réalisation du programme immobilier concerné.

### Article 2

Cette cession sera finalisée au prix de 575 000 Euros H.T., lequel prix sera majoré du montant de la TVA selon le taux applicable au jour du paiement du prix.

### Article 3

Les frais d'actes seront à la charge de l'acquéreur.

### Article 4

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, toutes les pièces ou actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

20 : 57 : la séance est suspendue par le maire

21 : 00 : la suspension de séance est levée

<b>ABSTENTION</b>	<b>1</b>	<b>Alexandre Benhaïm</b>
<b>POUR :</b>	<b>30</b>	<b>MAJORITÉ MUNICIPALE</b>

# DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL

-----

Envoyé en préfecture le 05/01/2018

Reçu en préfecture le 05/01/2018

Affiché le 02/01/2018

ID : 093-219300530-20171221-17\_02\_07-DE

**CONTRE :**            **12 GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »**  
**GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN », Dulcinée Avril,**  
**Corinne Bord**



~~La délibération est adoptée~~

**Le Maire**

**Laurent Rivoire**

# DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL



Envoyé en préfecture le 05/01/2018  
Reçu en préfecture le 05/01/2018  
Affiché le 02/01/2018  
ID : 093-219300530-20171221-2017\_12\_08-DE

## EXTRAIT du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

N° ...2017/12-08

**L'an deux mille dix-sept le jeudi 21 décembre à 19 h 30**, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 15 décembre 2017, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance :** Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (à partir de 19:48), Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON (jusqu'à 19:55), Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD (à partir de 19:46), Olivier DELEU, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Maryvonne MOYA, Dulcinée AVRIL, Fadhil KORIMBOCUS, Emmanuel MERCIER, Ibrahim DIARRA, Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER, Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD.

### **Absents ayant donné mandat :**

Élisabeth LEFEUVRE à Jean THARY  
Jennifer JOBARD à Souad TERKI  
Thomas FRANCESCHINI à Maryvonne MOYA  
Guillaume SALOMON à Alexandre BEN HAIM (à partir de 19:55)  
Saïd YAHIA-CHERIF à Nicole RIVOIRE  
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE  
Sarrah BEN ALI à Patricia BLANCHARD  
Emilie TOPSENT à Fadhil KORIMBOCUS  
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

Le quorum est atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer



## **8 - DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT**

### **CONVENTION DE MISE À DISPOSITION D'UN LOCAL SIS 1 RUE SAINT-JUST AU PROFIT DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE PRODUCTION ET LIVRAISON ALIMENTAIRE DE REPAS COLLECTIFS (SIPLARC)**

**Rapporteur :** Madame Marie-Rose HARENGER

En 2001, les villes de Bondy et Noisy-le-Sec ont procédé à la création d'un syndicat intercommunal dont l'objectif est la production et la livraison de repas de qualité dans un souci de maîtrise du coût de la restauration collective.

Par délibération en date du 28 juin 2001, le Conseil Municipal de Noisy-le-Sec approuvait les modalités de conventionnement entre la Ville de Noisy-le-Sec, propriétaire d'un bien immobilier sis 1 rue Saint Just à Noisy-le-Sec et le SIPLARC. Ladite convention avait pour objet de « confirmer et de préciser la mise à disposition par la Ville de Noisy-le-Sec de locaux, équipements et matériels au profit du SIPLARC, pour la confection et la livraison de repas ainsi que la fourniture de denrées alimentaires pour les besoins collectifs de restauration à Noisy-le-Sec et Bondy, conformément à l'article 9.1, des statuts du syndicat ».

Après plus de 15 années d'existence et d'exercice des missions du SIPLARC, les services respectifs du syndicat et de la Ville de Noisy-le-Sec, en association avec ceux de la Ville de Bondy, ont souhaité procéder au renouvellement de la convention permettant de remettre à jour son contenu et sa rédaction aux réalités d'exercice actuelles des missions du SIPLARC.

La convention initiale intégrait de nombreux éléments de mise à disposition aujourd'hui obsolètes et il est ainsi nécessaire de rédiger une nouvelle convention sur des bases partagées, saines et transparentes. A cet effet, la Ville de Noisy-le-Sec a sollicité une estimation de l'agence France Domaines sur la valeur locative du bien concerné, qui a servi de base aux modifications du volet financier du conventionnement. L'estimation de l'agence France Domaines, en date du 6 juin 2017, a fait apparaître un montant de loyer annuel de 103 570 € HT hors charges, qui a ainsi été repris dans le projet de convention aujourd'hui soumis à l'approbation du conseil.

Ainsi, il est aujourd'hui proposé au Conseil Municipal de procéder à l'approbation du nouveau projet de convention de mise à disposition du 1 rue Saint-Just au profit du SIPLARC, tel qu'annexé au projet de délibération.

### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2000 portant création du syndicat intercommunal à vocation unique pour la création et la livraison des repas collectifs entre les villes de Bondy et Noisy-le-Sec,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 28 juin 2001, portant approbation de la convention de mise à disposition d'un bien sis 1 rue Saint-Just au profit du SIPLARC,

Vu l'avis de l'agence France Domaines en date du 6 juin 2017,

Considérant la nécessité de procéder à une mise à jour des conditions de cette mise à disposition, tenant compte en particulier de l'évolution logistique du SIPLARC depuis maintenant 15 ans,

Considérant l'obsolescence de la convention initialement signée suivant l'analyse conjointe de la Ville de Noisy-le-Sec, de la Ville de Bondy et du SIPLARC,

Considérant, à ce titre, que l'approbation d'une nouvelle convention est rendue nécessaire afin de garantir la continuité des activités du SIPLARC dans un cadre conventionnel clair et à jour,

# D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L

Envoyé en préfecture le 05/01/2018  
Reçu en préfecture le 05/01/2018  
Affiché le 02/01/2018  
ID : 093-219300530-20171221-2017\_12\_08-DE

Considérant la volonté de la Ville de Noisy-le-Sec de poursuivre et de développer son partenariat avec le SIPLARC,

DELIBERE

## Article 1

Fixe le montant du loyer annuel à hauteur de 103 570 € HT hors charges pour l'immeuble sis 1 rue Saint-Just à Noisy-le-Sec.

## Article 2

Réitère sa volonté, initialement exprimée en 2001, de mettre à disposition du SIPLARC un immeuble sis 1 rue Saint-Just à Noisy-le-Sec en vue de la mise en œuvre de ses missions et approuve le projet de convention de mise à disposition du local annexé à la présente délibération.

## Article 3

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, tout acte ou pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération, en particulier la convention de mise à disposition.

## Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

*Alexandre Benhaïm ne prend pas part au vote*

**UNANIMITÉ**



**La délibération est adoptée**

**Le Maire**

**Laurent Rivoire**



**EXTRAIT**  
**du Registre des Délibérations du Conseil**  
**Municipal**

**N° ...2017/12-09**

**L'an deux mille dix-sept le jeudi 21 décembre à 19 h 30**, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 15 décembre 2017, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance** : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (à partir de 19:48), Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON (jusqu'à 19:55), Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD (à partir de 19:46), Olivier DELEU, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Maryvonne MOYA, Dulcinée AVRIL, Fadhil KORIMBOCUS, Emmanuel MERCIER, Ibrahim DIARRA, Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER, Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD.

**Absents ayant donné mandat :**

Élisabeth LEFEUVRE à Jean THARY  
Jennifer JOBARD à Souad TERKI  
Thomas FRANCESCHINI à Maryvonne MOYA  
Guillaume SALOMON à Alexandre BEN HAIM (à partir de 19:55)  
Saïd YAHIA-CHERIF à Nicole RIVOIRE  
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE  
Sarrah BEN ALI à Patricia BLANCHARD  
Emilie TOPSENT à Fadhil KORIMBOCUS  
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

Le quorum est atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer



**9 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE****RAPPORT D'ACTIVITÉ DU SIPPAREC****Rapporteur : Monsieur Karim HAMRANI**

Créé en 1924, le Sipparec est un syndicat mixte ouvert qui regroupe plus de 100 collectivités franciliennes. A la compétence fondatrice de l'électricité se sont ajoutées d'autres compétences optionnelles : les réseaux urbains de communications électroniques et services de communication audiovisuelle, le développement des énergies renouvelables, le système d'information géographique.

L'année 2016 a été marquée par la signature avec ENEDIS et EDF d'un avenant très important au contrat de la concession d'électricité du SIPPAREC. Celui-ci a prolongé de 10 ans le contrat initial et prévoit une enveloppe de 5,5 millions d'euros par an, pour soutenir les actions des communes adhérentes en faveur de la transition énergétique et financer la rénovation des colonnes montantes. Il intègre également un schéma directeur d'investissement qui sera soumis annuellement au comité syndical.

Par ailleurs, en 2016, se sont concrétisés des projets performants de transition énergétique avec le passage en production des trois réseaux de chaleur géothermale et l'exploitation de 73 centrales photovoltaïques.

Il est demandé au conseil municipal de prendre acte du rapport du SIPPAREC pour l'année 2016.

**DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 5211-39,

Vu la circulaire n° 2016-21 du SIPPAREC transmettant le rapport d'activité 2016 du syndicat, Vu le rapport d'activité du SIPPAREC pour l'année 2016,

Vu le compte administratif du SIPPAREC pour l'année 2016,

Considérant que la commune de Noisy-le-Sec est adhérente au SIPPAREC, DELIBERE

**Article 1 :**

Prend acte du rapport d'activité du SIPPAREC pour l'année 2016.

**Article final :**

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat

**Le conseil municipal prend acte**



**Le Maire**

**Laurent Rivoire**



**EXTRAIT**  
**du Registre des Délibérations du Conseil**  
**Municipal**

**N° ...2017/12-10**

**L'an deux mille dix-sept le jeudi 21 décembre à 19 h 30**, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 15 décembre 2017, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance :** Mmes, Milles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (à partir de 19:48), Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON (jusqu'à 19:55), Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD (à partir de 19:46), Olivier DELEU, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Maryvonne MOYA, Dulcinée AVRIL, Fadhil KORIMBOCUS, Emmanuel MERCIER, Ibrahim DIARRA, Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER, Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD.

**Absents ayant donné mandat :**

Élisabeth LEFEUVRE à Jean THARY  
Jennifer JOBARD à Souad TERKI  
Thomas FRANCESCHINI à Maryvonne MOYA  
Guillaume SALOMON à Alexandre BEN HAIM (à partir de 19:55)  
Saïd YAHIA-CHERIF à Nicole RIVOIRE  
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE  
Sarrah BEN ALI à Patricia BLANCHARD  
Emilie TOPSENT à Fadhil KORIMBOCUS  
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

Le quorum est atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer



## **10 - DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES DE LA SANTÉ DE LA FAMILLE ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE**

### **CONVENTION CLUB COUP DE POUCE 2017-2018**

**Rapporteur : Monsieur Laurent RIVOIRE**

Les Clubs Coup de Pouce s'adressent à des enfants de CP, âgés de 6 à 7 ans, repérés par leur enseignant comme ayant des fragilités dans l'apprentissage de la lecture et de l'écriture notamment parce qu'ils ne bénéficient pas des étayages sociaux et familiaux dont ils ont besoin pour réussir. Ils s'adressent également aux parents, souvent éloignés de l'école, et qui sont ou se pensent démunis pour accompagner leur enfant dans sa scolarité.

L'action se déroule de novembre à juin, hors temps scolaire, 4 soirs par semaine de 16h30 à 18h, au sein de l'école Boissière. Chaque club Coup de Pouce réunit cinq enfants autour d'un animateur chargé de les accompagner et d'instaurer un lien de confiance avec leurs parents pour favoriser leur engagement. L'inscription est proposée par l'enseignant de la classe et n'est validée qu'après accord des familles.

Des animateurs formés et outillés par l'Association Coup de Pouce accompagnent les enfants pour leur permettre de réussir leur apprentissage de la lecture et de développer leur estime de soi.

Il ne s'agit pas de refaire "l'école après l'école", mais d'aborder les apprentissages sous un angle différent. Durant les séances, les animateurs mettent en place des activités ludiques, courtes et dynamiques dans une ambiance bienveillante et chaleureuse : les enfants développent leur confiance et leur motivation en expérimentant quotidiennement la réussite et le plaisir de jouer avec les mots.

Au début et à la fin de l'opération, des cérémonies sont organisées en mairie, en présence des enfants, de leurs parents, des élus et des représentants de l'Éducation nationale. Le contrat signé en début d'année marque l'engagement fort de toute la communauté éducative, centré sur la réussite des enfants.

Initialement menée à Noisy-le-Sec pour une année scolaire en 2011-2012, l'action a été reconduite chaque année depuis, au regard de ses résultats auprès des enfants, et continue à être financée au titre du contrat de ville.

Le pilote est la Ville de Noisy-le-Sec, qui assure le financement du dispositif avec le soutien de l'État via les crédits du Contrat de Ville (14 000€ de budget global dont 57 % financés par le Contrat de Ville en 2017).

Le Budget de l'action est inscrit au BP 2018.

Il est proposé de signer la convention avec l'association Club coup de pouce, ayant pour objet de définir le cadre et les modalités de la coopération avec la Ville de Noisy-le-Sec pour la mise en œuvre des 2 Clubs Coups de pouce pour l'année 2017-2018.

### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 2014-767 du 21 février 2014 relative de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, Vu le Contrat de Ville communautaire 2015-2020,

Considérant la nécessité de prévenir l'illettrisme par le biais d'une action péri-familiale et périscolaire,



# DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL

Envoyé en préfecture le 05/01/2018  
Reçu en préfecture le 05/01/2018  
Affiché le 02/01/2018  
ID : 093-219300530-20171221-2017\_12\_10-DE

## DELIBERE

### Article 1 :

Autorise M. le Maire ou son représentant à signer la convention de partenariat avec l'association Coup de Pouce pour l'année 2017-2018.

### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

## UNANIMITÉ



**La délibération est adoptée**

**Le Maire**

**Laurent Rivoire**



**EXTRAIT**  
**du Registre des Délibérations du Conseil**  
**Municipal**

**N° ...2017/12-11**

**L'an deux mille dix-sept le jeudi 21 décembre à 19 h 30**, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 15 décembre 2017, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance** : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (à partir de 19:48), Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON (jusqu'à 19:55), Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD (à partir de 19:46), Olivier DELEU, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Maryvonne MOYA, Dulcinée AVRIL, Fadhil KORIMBOCUS, Emmanuel MERCIER, Ibrahim DIARRA, Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER, Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD.

**Absents ayant donné mandat :**

Élisabeth LEFEUVRE à Jean THARY  
Jennifer JOBARD à Souad TERKI  
Thomas FRANCESCHINI à Maryvonne MOYA  
Guillaume SALOMON à Alexandre BEN HAIM (à partir de 19:55)  
Saïd YAHIA-CHERIF à Nicole RIVOIRE  
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE  
Sarrah BEN ALI à Patricia BLANCHARD  
Emilie TOPSENT à Fadhil KORIMBOCUS  
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

Le quorum est atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer

## **11 - DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES DE LA SANTÉ DE LA FAMILLE ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE**

### **CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION UNIS CITÉ POUR LE PROJET "FAMILLE EN HARMONIE"**

**Rapporteur :** Monsieur Laurent RIVOIRE

La Ville s'attache à promouvoir et à développer des projets d'intérêt général à travers le dispositif du service civique, et plus précisément dans le domaine du Handicap avec le programme « Famille en Harmonie ».

Le service civique s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans en leur proposant d'effectuer durant 6 à 12 mois "une mission d'intérêt général" au sein du milieu associatif ou d'une collectivité locale. En plus de la mission d'intérêt général à effectuer, il s'agit d'offrir aux jeunes un tutorat, une formation civique et citoyenne, et un accompagnement à leur projet d'avenir.

Créée en 1995, l'association Unis Cité est précurseur dans le domaine. La présente convention a pour objet de déterminer les conditions de collaboration entre la Ville et l'Association pour la mobilisation d'une équipe de 8 volontaires entre décembre 2017 et juin 2018, 2 jours par semaine, sur le projet intitulé « Famille en Harmonie ».

L'objectif de cette mission est le soutien des parents ayant un enfant en situation de handicap et la consolidation de la cellule familiale :

- En accompagnant les jeunes en situation de handicap dans le développement d'un réseau relationnel de proximité pour une plus grande participation à la vie locale,
- En développant l'autonomie et la mobilité des personnes en situation de handicap sur leur ville,
- En contribuant à changer le regard sur le handicap et développer des solidarités de proximité.

Parmi les actions organisées dans le cadre du programme, les volontaires seront notamment mobilisés en appui à la Direction de la Cohésion sociale dans la mise en place et l'animation d'un café des aidants.

Sur le plan opérationnel, la Direction de la Cohésion sociale et la chargée de mission Handicap seront les référents du projet. Unis Cité assure la formation collective et l'accompagnement des volontaires. Les volontaires seront indemnisés par Unis Cité, la Ville soutenant le projet par une participation financière de 5000 euros en plus de l'accueil des volontaires.

La dépense pour ce projet est inscrite sur la ligne 6188 du budget 2017 de la Cohésion sociale (CUCS).

Il est proposé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention avec l'association Unis Cité pour le projet Famille en Harmonie.

### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 2010-241 du 10 mars 2010 relative au service civique,

Considérant la volonté municipale de soutenir d'une part, les actions dans le champ du handicap et en faveur de l'aide aux aidants, et d'autre part, le service civique,

Considérant l'inscription sur le budget 2017 à la ligne 6188 en fonctionnement sur le budget de la Cohésion sociale,



# D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L

Envoyé en préfecture le 05/01/2018  
Reçu en préfecture le 05/01/2018  
Affiché le 02/01/2018  
ID : 093-219300530-20171221-2017\_12\_11-DE

## DELIBERE

### Article 1 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention de partenariat avec l'association Unis Cité pour la mise en place du projet Famille en Harmonie.

### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

## UNANIMITÉ

**La délibération est adoptée**



**Le Maire**

**Laurent Rivoire**



**EXTRAIT**  
**du Registre des Délibérations du Conseil**  
**Municipal**

**N° ...2017/12-12**

**L'an deux mille dix-sept le jeudi 21 décembre à 19 h 30**, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 15 décembre 2017, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance** : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (à partir de 19:48), Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON (jusqu'à 19:55), Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD (à partir de 19:46), Olivier DELEU, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Maryvonne MOYA, Dulcinée AVRIL, Fadhil KORIMBOCUS, Emmanuel MERCIER, Ibrahim DIARRA, Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER, Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD.

**Absents ayant donné mandat :**

Élisabeth LEFEUVRE à Jean THARY  
Jennifer JOBARD à Souad TERKI  
Thomas FRANCESCHINI à Maryvonne MOYA  
Guillaume SALOMON à Alexandre BEN HAIM (à partir de 19:55)  
Saïd YAHIA-CHERIF à Nicole RIVOIRE  
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE  
Sarrah BEN ALI à Patricia BLANCHARD  
Emilie TOPSENT à Fadhil KORIMBOCUS  
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

Le quorum est atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer

**12 - DIRECTION DE LA VOIRIE ET DE LA CIRCULATION****APPROBATION DE LA GRILLE DES TARIFS REVALORISÉS AFFÉRENTS AUX FRAIS ENGAGÉS PAR LA VILLE POUR LE RAMASSAGE DES DÉPÔTS SAUVAGES ET LE NETTOYAGE DE LA VOIE PUBLIQUE**

**Rapporteur :** Monsieur Bernard GIRAULT

La Ville de Noisy-le-Sec, à l'instar des autres communes de l'Établissement Public Territorial Est Ensemble, doit faire face à une très forte augmentation des dépôts sauvages, tant en termes de nombre, que de tonnages collectés.

Cette situation est de nature à porter atteinte gravement au cadre de vie des habitants et à la salubrité des voies publiques.

Aussi, il est proposé une revalorisation à hauteur de 2% des tarifs appliqués dans le cadre d'une exécution d'office de ramassage de dépôt et du nettoyage de la voirie, lorsque l'auteur du dépôt sauvage a pu être identifié.

Ces nouvelles tarifications feront l'objet d'une large communication sur la commune, jouant ainsi un rôle dissuasif et un rôle répressif efficace le cas échéant.

Ces dispositions ne font pas obstacle aux poursuites prévues par les textes en vigueur contre les auteurs de dépôts sauvages.

Il est demandé au Conseil Municipal :

d'approuver la grille des tarifs revalorisés à hauteur de 2% afférents aux frais engagés par la Ville, pour le ramassage des dépôts sauvages et le nettoyage de la voie publique, pour l'année 2018, à compter du 1er janvier 2018.

**DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, Vu le Code de la Santé Publique,  
Vu la délibération n°2005/11-18 du 25 novembre 2005 relative aux modalités de recouvrement des frais engagés par la ville dans le cadre des opérations d'exécution d'office liées au ramassage et au nettoyage des dépôts sauvages,

Considérant la nécessité d'actualiser chaque année les coûts d'intervention, La Commission des finances entendue,  
**DELIBERE**

**Article 1**

Décide la revalorisation des tarifs à compter du 1er janvier 2018, comme suit :

<b>TARIF FORFAITAIRE INCLUANT LE RAMASSAGE, LE TRAITEMENT DES DECHETS, LES FRAIS DE PERSONNEL ET LE NETTOYAGE</b>	
<b>Déchets ménagers et assimilés</b>	
Volume inférieur ou égal à 340 l	918,00 €
Volume supérieur à 340 l et inférieur ou égal à 750 l	1 938,00 €
Volume inférieur à 750 l et supérieur ou égal à 1 100 l	2 520,00 €
Volume supérieur à 1 100 l	Coût réel + forfait sécurisation du site
	(balisage – déplacement du personnel) : 1 143.00 €



# DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL

Envoyé en préfecture le 05/01/2018  
Reçu en préfecture le 05/01/2018  
Affiché le 02/01/2018  
ID : 093-219300530-20171221-2017\_12\_12-DE

Déchets toxiques	Coût réel + forfait sécurisation du site (balisage – déplacement du personnel) : 1 143.00 €
------------------	---

## Article 2

Les recettes liées au recouvrement des sommes dues seront inscrites au budget 2018 de la ville (section de fonctionnement) et le budget des années suivantes.

## Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

**UNANIMITÉ**



**La délibération est adoptée**

**Le Maire**

**Laurent Rivoire**



**EXTRAIT**  
**du Registre des Délibérations du Conseil**  
**Municipal**

**N° ...2017/12-13**

**L'an deux mille dix-sept le jeudi 21 décembre à 19 h 30**, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 15 décembre 2017, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance :** Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (à partir de 19:48), Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON (jusqu'à 19:55), Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD (à partir de 19:46), Olivier DELEU, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Maryvonne MOYA, Dulcinée AVRIL, Fadhil KORIMBOCUS, Emmanuel MERCIER, Ibrahim DIARRA, Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER, Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD.

**Absents ayant donné mandat :**

Élisabeth LEFEUVRE à Jean THARY  
Jennifer JOBARD à Souad TERKI  
Thomas FRANCESCHINI à Maryvonne MOYA  
Guillaume SALOMON à Alexandre BEN HAIM (à partir de 19:55)  
Saïd YAHIA-CHERIF à Nicole RIVOIRE  
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE  
Sarrah BEN ALI à Patricia BLANCHARD  
Emilie TOPSENT à Fadhil KORIMBOCUS  
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

Le quorum est atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer

## **13 - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**

### **MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS**

**Rapporteur :** Madame Nicole RIVOIRE

Il convient de mettre à jour le tableau des effectifs en fonction des derniers mouvements de personnel, des évolutions de carrière et des besoins en recrutement.

A – Suite à des vacances de poste et à l'évolution des besoins en recrutement, sont rappelées les conditions de recrutement des emplois de catégorie A :

Direction de la cohésion sociale – Centre municipal de santé (CMS) :

- 1 poste permanent à temps complet de catégorie A est vacant sur le grade d'attaché et a vocation à occuper les fonctions de responsable administratif et financier. Ce poste a pour missions principales, le suivi et le contrôle de la procédure comptable et budgétaire, le suivi et la bonne exécution de la gestion administrative du centre municipal de santé.

Pour ce poste de catégorie A, filière administrative, la délibération autorisant le Maire à recruter sur celui-ci doit préciser:

1. les missions principales du poste
2. le niveau de qualification attendu
3. le niveau de rémunération envisagé
4. le cas échéant les modalités de recrutement par voie contractuelle, à défaut de candidatures de fonctionnaires correspondant au profil recherché, dans les conditions de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984.

Direction de la cohésion sociale :

- 1 poste permanent à temps complet de catégorie A est vacant sur le grade d'attaché et a vocation à occuper les fonctions de chargé(e) de mission clauses sociales. Ce poste a pour missions principales, la promotion et l'accompagnement de la mise en œuvre des clauses sociales dans les marchés publics, l'intervention notamment dans le cadre des opérations de rénovation urbaine en cours sur la commune et de remplir une fonction d'intermédiaire entre tous les partenaires concernés par les clauses sociales (le donneur d'ordre/maître d'ouvrage, les entreprises attributaires du marché, le service public de l'emploi et les acteurs de l'Insertion par l'Activité Économique (IAE)).

Pour ce poste de catégorie A, filière administrative, la délibération autorisant le Maire à recruter sur celui-ci doit préciser:

1. les missions principales du poste
2. le niveau de qualification attendu
3. le niveau de rémunération envisagé
4. le cas échéant les modalités de recrutement par voie contractuelle, à défaut de candidatures de fonctionnaires correspondant au profil recherché, dans les conditions de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984.

Direction des ressources humaines (DRH) :

- 1 poste permanent à temps complet de catégorie A est vacant sur le grade d'attaché et a vocation à occuper les fonctions de chargé(e) de mission relations sociales, affaires juridiques et développement RH. Ce poste a pour missions principales, le suivi des outils et dispositifs nécessaires aux relations sociales, la préparation des dossiers associés aux projets transversaux de développement RH et l'assistance de la direction dans le suivi des affaires juridiques liées à la gestion du personnel.

Pour ce poste de catégorie A, filière administrative, la délibération autorisant le Maire à recruter sur celui-ci doit préciser:

1. les missions principales du poste
2. le niveau de qualification attendu
3. le niveau de rémunération envisagé
4. le cas échéant les modalités de recrutement par voie contractuelle, à défaut de candidatures de fonctionnaires correspondant au profil recherché, dans les conditions de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984.



# D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L

Envoyé en préfecture le 05/01/2018  
Reçu en préfecture le 05/01/2018  
Affiché le 02/01/2018  
ID : 093-219300530-20171221-2017\_12\_13-DE

Direction des finances :

- 1 poste permanent à temps complet de catégorie A est vacant sur le grade d'attaché et a vocation à occuper les fonctions de directeur financier adjoint. Ce poste a pour missions principales, sous l'autorité du directeur des finances et en lien étroit avec le directeur général des services, d'assurer le suivi de l'exécution budgétaire, de la dette et de la trésorerie, d'assister la direction dans l'élaboration et l'analyse du budget, et d'assurer l'encadrement opérationnel de la direction en l'absence du directeur.

Pour ce poste de catégorie A, filière administrative, la délibération autorisant le Maire à recruter sur celui-ci doit préciser:

1. les missions principales du poste
2. le niveau de qualification attendu
3. le niveau de rémunération envisagé
4. le cas échéant les modalités de recrutement par voie contractuelle, à défaut de candidatures de fonctionnaires correspondant au profil recherché, dans les conditions de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984.

Direction des finances :

- 1 poste permanent à temps complet de catégorie A est vacant sur le grade d'attaché et a vocation à occuper les fonctions de chargé(e) de mission stratégie budgétaire. Ce poste a pour missions principales de contribuer à l'élaboration et à l'exécution du budget, d'assurer le suivi des procédures budgétaires, les analyses financières et fiscales et de proposer des stratégies adaptées. Il coordonne également la mise en place de tableaux de bord financiers, la gestion budgétaire et comptable et le suivi des budgets des directions.

Pour ce poste de catégorie A, filière administrative, la délibération autorisant le Maire à recruter sur celui-ci doit préciser:

1. les missions principales du poste
2. le niveau de qualification attendu
3. le niveau de rémunération envisagé
4. le cas échéant les modalités de recrutement par voie contractuelle, à défaut de candidatures de fonctionnaires correspondant au profil recherché, dans les conditions de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984.

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver ces évolutions afin de recruter sur ces emplois, le nombre d'emplois permanents autorisés figurant au tableau des effectifs restant inchangé.

## DELIBERATION

Le conseil,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée,

Vu la délibération n°2017/11-05 du 9 novembre 2017 portant mise à jour du tableau des effectifs,

Vu les avis du Comité technique en date du 9 juin 2016 relatif à la réorganisation du centre municipal de santé (CMS) et du 5 décembre 2017 relatif à la réorganisation de la direction des ressources humaines (DRH),

Considérant les besoins des services, les évolutions de carrière et la nécessité de modifier le tableau des emplois permanents. Il convient de mettre à jour le tableau des effectifs en fonction des derniers mouvements de personnel, et des besoins en recrutement.



## DELIBERE

### Article 1 :

- Déclare qu'un poste permanent à temps complet de catégorie A est vacant sur le grade d'attaché et a vocation à occuper les fonctions de responsable administratif et financier au sein de la direction de la cohésion sociale, centre municipal de santé (CMS).

Ce poste a pour missions principales, le suivi et le contrôle de la procédure comptable et budgétaire, le suivi et la bonne exécution de la gestion administrative du centre municipal de santé.

L'agent recruté doit justifier d'une formation supérieure dans le domaine de la réglementation de la comptabilité publique et de la législation de la sécurité sociale.

La rémunération est établie entre le 1er et le 11ème échelon du grade d'attaché territorial.

Elle pourra éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade et au niveau de responsabilité.

S'ajoute à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.

Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984. Conformément aux dispositions de l'article sus-mentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale, renouvellement compris, de six ans. Si, à l'issue de cette durée, ce contrat devait être reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

- Déclare qu'un poste permanent à temps complet de catégorie A est vacant sur le grade d'attaché et a vocation à occuper les fonctions de chargé(e) de mission clauses sociales au sein de la direction de la cohésion sociale.

Ce poste a pour missions principales, de promouvoir et d'accompagner la mise en œuvre des clauses sociales dans les marchés publics, d'intervenir notamment dans le cadre des opérations de rénovation urbaine en cours sur la commune et de remplir une fonction d'intermédiaire entre tous les partenaires concernés par les clauses sociales (le donneur d'ordre/maître d'ouvrage, les entreprises attributaires du marché, le service public de l'emploi et les acteurs de l'Insertion par l'Activité Économique (IAE)).

L'agent recruté doit justifier d'une formation supérieure dans le domaine de l'administration publique et la gestion des collectivités territoriales.

La rémunération est établie entre le 1er et le 11ème échelon du grade d'attaché territorial.

Elle pourra éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade et au niveau de responsabilité.

S'ajoute à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.

Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984. Conformément aux dispositions de l'article sus-mentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale, renouvellement compris, de six ans. Si, à l'issue de cette durée, ce contrat devait être reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

- Déclare qu'un poste permanent à temps complet de catégorie A est vacant sur le grade d'attaché et a vocation à occuper les fonctions de chargé(e) de mission relations sociales, affaires juridiques et développement RH au sein de la direction des ressources humaines (DRH).

Ce poste a pour missions principales, le suivi des outils et dispositifs nécessaires aux relations sociales, la préparation des dossiers associés aux projets transversaux de développement RH et l'assistance de la direction dans le suivi des affaires juridiques liées à la gestion du personnel.

L'agent recruté doit justifier d'une formation supérieure dans le domaine de l'administration publique et la gestion des collectivités territoriales.

La rémunération est établie entre le 1er et le 11ème échelon du grade d'attaché territorial.

Elle pourra éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade et au niveau de responsabilité.

S'ajoute à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.



## D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L

Envoyé en préfecture le 05/01/2018  
Reçu en préfecture le 05/01/2018  
Affiché le 02/01/2018  
ID : 093-219300530-20171221-2017\_12\_13-DE

Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984. Conformément aux dispositions de l'article sus-mentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale, renouvellement compris, de six ans. Si, à l'issue de cette durée, ce contrat devait être reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

- Déclare qu'un poste permanent à temps complet de catégorie A est vacant sur le grade d'attaché et a vocation à occuper les fonctions de directeur financier adjoint au sein de la direction des finances.

Ce poste a pour missions principales, sous l'autorité du directeur des finances et en lien étroit avec le directeur général des services, d'assurer le suivi de l'exécution budgétaire, de la dette et de la trésorerie, d'assister la direction dans l'élaboration et l'analyse du budget, et d'assurer l'encadrement opérationnel de la direction en l'absence du directeur.

L'agent recruté doit justifier d'une formation supérieure dans le domaine de la gestion des finances publiques et des administrations locales.

La rémunération est établie entre le 1er et le 11ème échelon du grade d'attaché territorial.

Elle pourra éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade et au niveau de responsabilité.

S'ajoute à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.

Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984. Conformément aux dispositions de l'article sus-mentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale, renouvellement compris, de six ans. Si, à l'issue de cette durée, ce contrat devait être reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

- Déclare qu'un poste permanent à temps complet de catégorie A est vacant sur le grade d'attaché et a vocation à occuper les fonctions de chargé(e) de mission stratégie budgétaire au sein de la direction des finances.

Ce poste a pour missions principales de contribuer à l'élaboration et à l'exécution du budget, d'assurer le suivi des procédures budgétaires, les analyses financières et fiscales et de proposer des stratégies adaptées. Il coordonne également la mise en place de tableaux de bord financiers, la gestion budgétaire et comptable et le suivi des budgets des directions.

L'agent recruté doit justifier d'une formation supérieure dans le domaine de la gestion des finances publiques et des administrations locales.

La rémunération est établie entre le 1er et le 11ème échelon du grade d'attaché territorial.

Elle pourra éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade et au niveau de responsabilité.

S'ajoute à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.

Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984. Conformément aux dispositions de l'article sus-mentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale, renouvellement compris, de six ans. Si, à l'issue de cette durée, ce contrat devait être reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

### Article 2 :

Dit que la dépense est imputée sur le budget communal au chapitre 012 de l'exercice 2017 et des exercices à venir.



ABSTENTION	4	GRUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN »
POUR :	39	MAJORITÉ MUNICIPALE, GRUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE », Corinne Bord

Logo of the Municipality of Noisy-le-Sec (DAJA). The logo is circular with a blue border. Inside the circle, there is a figure of a person holding a torch and a shield, standing on a pedestal. The text "MAIRIE DE NOISY-LE-SEC" is written around the top inner edge, and "(DAJA)" is at the bottom. The year "1935" is on the left and "1935" is on the right.

**Laurent Rivoire**

# D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L   M U N I C I P A L



## E X T R A I T du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

### VOEU

**L'an deux mille dix-sept le jeudi 21 décembre à 19 h 30**, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 15 décembre 2017, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance** : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (à partir de 19:48), Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON (jusqu'à 19:55), Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD (à partir de 19:46), Olivier DELEU, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Maryvonne MOYA, Dulcinée AVRIL, Fadhil KORIMBOCUS, Emmanuel MERCIER, Ibrahim DIARRA, Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER, Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD.

#### **Absents ayant donné mandat :**

Élisabeth LEFEUVRE à Jean THARY  
Jennifer JOBARD à Souad TERKI  
Thomas FRANCESCHINI à Maryvonne MOYA  
Guillaume SALOMON à Alexandre BEN HAIM (à partir de 19:55)  
Saïd YAHIA-CHERIF à Nicole RIVOIRE  
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE  
Sarrah BEN ALI à Patricia BLANCHARD  
Emilie TOPSENT à Fadhil KORIMBOCUS  
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

Le quorum est atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer

# DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

## VŒU DU GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE » - LA SANTÉ N'EST PAS UNE MARCHANDISE MAIS UN BIEN COMMUN ! LA SEINE-SAINT-DENIS NE DOIT PAS DEVENIR LE DÉSERT MÉDICAL LE PLUS PROCHE DE PARIS.

**Rapporteur** : Christiane DEL POZO

**Amendement** : majorité municipale

La santé n'est pas une marchandise mais un bien commun ! La Seine-Saint-Denis ne doit pas devenir le désert médical le plus proche de Paris.

Notre système de santé subit depuis plusieurs décennies les conséquences des politiques d'austérité, de privatisation et de libéralisation.

La France dont le système de soins est reconnu comme un des plus efficaces du monde voit aujourd'hui s'accroître les inégalités sociales de santé (six années d'écart d'espérance de vie entre un ouvrier et un cadre). L'espérance de vie en bonne santé diminue. Le taux de renoncement aux soins pour des raisons financières est en augmentation constante.

Notre ville ne dispose d'aucun hôpital public et nous ne reviendrons pas ici sur les nombreuses difficultés qu'a connues et qui demeurent à l'hôpital intercommunal André Grégoire.

Considérant qu'aujourd'hui, l'hôpital Jean Verdier de Bondy est menacé de démantèlement, avec le risque conséquent sur le droit à l'accès aux soins pour tous. Dans le cadre du regroupement avec Avicenne à Bobigny et René Muret à Sevran, sa pérennité n'est plus acquise.

La direction de l'assistance publique-hôpitaux de Paris se défend de vouloir démanteler l'hôpital. Toutefois le déménagement de nombreux services vers l'hôpital Avicenne est en cours. Les informations fournies sont peu claires, changeantes et contradictoires. La transformation de Jean Verdier en « vaste centre de consultations spécialisées » sans lits n'est pas acceptable.

Valoriser des terrains situés dans la zone ouest de l'hôpital et permettre à la spéculation immobilière de s'y épanouir, même pour accueillir des services paramédicaux dès lors que ceux-ci ne seraient pas accessibles à l'ensemble de la population, ne seront jamais des objectifs admissibles.

Considérant qu'il faut redonner de toute urgence à cet hôpital de proximité indispensable à la population de notre ville et de notre département les moyens de réaliser des soins de qualité, activité chirurgicale, maternité, entre autres. La création d'hôpitaux géants comme celui prévu à Saint-Ouen ne peut répondre aux besoins de proximité, alors même que des études montrent que la mortalité s'accroît avec la taille de l'hôpital, passé certains seuils, sans parler de la disparition totale de la dimension humaine des soins.

Face à ce danger le Conseil Municipal de Noisy-le-Sec demande à Monsieur Martin Hirsch, directeur de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, dont la mission consiste à offrir la meilleure prise en charge des besoins de santé :

- le maintien de l'activité de l'hôpital Jean Verdier dans des conditions assurant la sécurité des malades et la qualité des soins
- la réintégration de l'activité chirurgicale
- le maintien du pôle mère-enfant
- le développement d'un projet de consultations spécialisées, seulement si il est complémentaire aux activités, pas si il doit s'y substituer.

**UNANIMITE**



**Le vœu est approuvé**

**Le Maire**

**Laurent Rivoire**



# D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L   M U N I C I P A L



## EXTRAIT du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

VOEU

**L'an deux mille dix-sept le jeudi 21 décembre à 19 h 30**, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 15 décembre 2017, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance :** Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (à partir de 19:48), Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON (jusqu'à 19:55), Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD (à partir de 19:46), Olivier DELEU, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Maryvonne MOYA, Dulcinée AVRIL, Fadhil KORIMBOCUS, Emmanuel MERCIER, Ibrahim DIARRA, Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER, Patrick LASCoux, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD.

### **Absents ayant donné mandat :**

Élisabeth LEFEUVRE à Jean THARY  
Jennifer JOBARD à Souad TERKI  
Thomas FRANCESCHINI à Maryvonne MOYA  
Guillaume SALOMON à Alexandre BEN HAIM (à partir de 19:55)  
Saïd YAHIA-CHERIF à Nicole RIVOIRE  
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE  
Sarrah BEN ALI à Patricia BLANCHARD  
Emilie TOPSENT à Fadhil KORIMBOCUS  
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

Le quorum est atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer

# D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L   M U N I C I P A L

## VŒU DU GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE » - MAINTIEN DU SERVICE A DOMICILE DES PERSONNES ÂGÉS DU CCAS

**Rapporteur** : Anne DÉO

**Amendement** : majorité municipale

Considérant que l'arrêt du service de maintien à domicile pour les personnes âgées aura des conséquences pour les 25 agents du CCAS qui en assurent les missions,  
le conseil municipal de Noisy-Le-Sec, réuni le 21 décembre 2017 s'engage:

- à ce que tous les agents concernés, titulaires ou contractuels, conservent un emploi au sein du CCAS, de la Mairie ou des Associations en charge de ce service, selon le choix de chacune et chacun,
- à ce que tous les agents soient reçus individuellement pour faire un point sur leur situation professionnelle: bilan de compétences, validation des acquis et besoins en formation
- à ce qu'un plan de formation soit mis en place pour que chacune et chacun puisse retrouver un poste qui corresponde à ses motivations et à ses compétences

**UNANIMITE**



Le vœu est approuvé

Le Maire

Laurent Rivoire

# DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL



## EXTRAIT du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

VOEU

**L'an deux mille dix-sept le jeudi 21 décembre à 19 h 30**, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 15 décembre 2017, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance** : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (à partir de 19:48), Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON (jusqu'à 19:55), Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD (à partir de 19:46), Olivier DELEU, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Maryvonne MOYA, Dulcinée AVRIL, Fadhil KORIMBOCUS, Emmanuel MERCIER, Ibrahim DIARRA, Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER, Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD.

### **Absents ayant donné mandat :**

Élisabeth LEFEUVRE à Jean THARY  
Jennifer JOBARD à Souad TERKI  
Thomas FRANCESCHINI à Maryvonne MOYA  
Guillaume SALOMON à Alexandre BEN HAIM (à partir de 19:55)  
Saïd YAHIA-CHERIF à Nicole RIVOIRE  
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE  
Sarrah BEN ALI à Patricia BLANCHARD  
Emilie TOPSENT à Fadhil KORIMBOCUS  
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

Le quorum est atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer



# DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

## VŒU DU GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE » - NUISANCE ET RISQUE DE POLLUTIONS EMPRISE SITUÉE RUE DE NEUILLY

**Rapporteur** : Patrick LASCOUX

**Amendement** : majorité municipale

Dans un secteur en zone naturelle, situé rue de Neuilly à côté du parc des Guillaumes, une décharge importante de déchets du bâtiment s'est installée.

Considérant que depuis deux mois, la situation sur cette emprise s'est fortement dégradée et qu'à ce jour, à partir de la voie publique, on peut visuellement estimer la masse de déchets à plusieurs centaines de tonnes.

Considérant que lors du précédent Conseil Municipal, par une question orale, nous vous avons alerté sur le caractère préoccupant de cette situation et que nous n'avons pas été satisfaits par la réponse de Monsieur le Maire.

Considérant que ce type d'entreposage est soumis à de nombreuses réglementations notamment de prévention des risques environnementaux et qu'à ce jour, nous n'avons pas pu vérifier l'existence d'une autorisation préfectorale ou d'un classement de ce site.

Considérant qu'à proximité, le Parc des Guillaumes a été aménagé comme un "parc-rivière", où les eaux de pluies sont récupérées et dépolluées, de manière écologique, par phytoremédiation et qu'en contraste avec l'installation de ces déchets dont la dangerosité n'a pu être vérifiée, la ville préconise de préserver la propreté des lieux.

Considérant qu'en vertu de l'article L.2212-1 du Code général des collectivités territoriales, le maire doit veiller, à travers ses pouvoirs de police, à assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publique dans sa commune.

Considérant que M. le Maire a lancé la procédure avec la Police Municipale, qu'il a saisi la DIRIF comme le Sous-Préfet,

En raison des nuisances et des risques de pollution liés à cet entreposage, conformément à la loi, le Conseil Municipal demande au Préfet que la législation en matière de stockage des déchets soit respectée.

**UNANIMITE**



**Le vœu est approuvé**

**Le Maire**

**Laurent Rivoire**